Les dossiers de Oise Avenir

Congrès départemental du PCF Oise
le 12 juin 2010 à Crépy en Valois
Compte-rendu des débats et des décisions

Quelles réponses à la crise du capitalisme ? Quelles mobilisations pour l'avenir du système solidaire de retraite ? Quel bilan des Régionales ? Quelles suites au Front de gauche ? Comment construire une réelle alternative à la Droite en 2012 ? Quelles transformations du PCF ?…
Autant de questions qui sont au cœur des discussions des communistes dans leur « *Congrès d'étape* » qui se veut un moment « d'évaluation des choix faits par le PCF lors de son 34e Congrès en décembre 2008 » pour mieux répondre aux défis de la période à venir.

Autant de questions qui sont venues dans les débats des 40 délégués venus de 11 Sections locales de l'Oise au Congrès départemental qui se tenait à Crépy en Valois, ce samedi 12 juin 2010.

Après un mot d'accueil de Gilles Masure, conseiller général du canton, qui passera la main en 2011 avec l'objectif que ce canton soit toujours représenté par un élu communiste, la première séance a commencé sous la présidence de Yvette Cesbron, co-animatrice de la Section de Creil-Nogent du PCF.

L'introduction de Thierry Aury, secrétaire départemental

Dans son introduction, Thierry Aury, secrétaire départemental, soulignait d'emblée que « *toute notre réflexion et nos initiatives doivent prendre en compte le contexte général d'une crise profonde, globale, mondiale du capitalisme, une crise « systémique », générant des souffrances terribles pour tous les peuples de la planète* » mais aussi des « *interrogations grandissantes sur le capitalisme lui-même* ». « *Après avoir fait l'expérience à l'automne 2008 que les gouvernements pouvaient mobiliser des centaines de milliards en une nuit pour sauver les banques, les peuples européens sont confrontés aux plans d'austérité et de régressions sociales les plus terribles depuis les années 30. Ce qui semblaient réserver jusqu'ici à des pays du Tiers-monde, les plans d'ajustements structurels du FMI, sont désormais infligés aux pays européens – avec malheureusement une responsabilité lourde de dirigeants sociaux-démocrates de premier plan comme DSK, Papandréou ou d'autres*. ».

Dans cette situation, le large rejet de la politique économique et sociale du gouvernement a conduit à une lourde sanction contre la droite lors des Régionales crédibilisant l'idée que N. Sarkozy pouvait être battu en 2012.
Toute la question pour le PCF et pour notre peuple est que cette défaite permette une véritable alternative : c'est dans cet esprit qu'a été initiée par le PCF la démarche du Front de gauche lors des Européennes puis des Régionales (dans 17 régions sur 22 dont la Picardie) afin de rassembler tous ceux qui veulent une gauche bien ancrée à gauche, une gauche contestant les logiques libérales et le capitalisme lui-même.

Le texte adopté par le Conseil national du PCF comme « pistes » pour la réflexion, pointe le bilan contradictoire du Front de gauche : «*il est parvenu à réinstaller un nouveau chemin d'espoir à gauche*» mais «*il ne touche qu'une partie très politisée de la société*», «*n'a pas enrayé l'abstention populaire*» et «*n'est pas encore identifié comme porteur crédible d'un projet de société*». D'où la proposition de «*construire un Front de gauche d'une nouvelle dimension, un Front social et intellectuel d'actions et de projets, un Front populaire pour une alternative à gauche*» avec l'ambition d'éviter «*un double écueil: celui d'un enfermement dans une «autre gauche» qui ne nous permettrait pas de peser sur la recomposition politique de la gauche et celui d'une gauche dite «solidaire» où la solidarité se traduirait en fait par l'impossibilité de peser sur les orientations politiques du rassemblement*».

Et clairement, le texte du Conseil national considère le Front de gauche «*comme une démarche politique citoyenne et populaire ouverte*» et pose la question des conditions de «*l'engagement des acteurs des mouvements sociaux et citoyens dans le Front de gauche*» mais écarte par contre sa transformation en «*nouveau parti*» ou sa réduction à «*un cartel*».
Le dirigeant départemental du PCF a relevé à ce sujet les différences entre les composantes du Front de gauche, puisqu'au contraire le Parti de Gauche affiche l'objectif de fusionner les partis existants en un nouveau parti sur le «modèle» de Die Linke.
L'introduction aborda évidemment le bilan des dernières Régionales avec une situation dans notre Région «*lourdement préjudiciable à notre résultat et aux intérêts populaires avec la présence d'adhérents du PCF sur deux autres listes concurrentes de celle du Front de gauche qui avait été pourtant approuvée par 90% des militants*»; pointant que les causes de cette situation faisait l'objet d'appréciations différentes chez les communistes, le responsable communiste appela à «*tirer collectivement tous les enseignements de cette situation grave*» et à «*engager dès maintenant la réflexion sur notre démarche pour les prochaines élections cantonales de 2011 afin de ne prendre aucun retard*.».

À ce propos, le rapporteur indiqua qu'une rencontre avait eu lieu le 9 juin entre une délégation du Comité exécutif départemental du PCF et des représentants du Parti de Gauche et de la Gauche Unitaire de l'Oise qui s'était conclue à la fois par un appel à toutes les forces politiques, syndicales et associatives opposées au projet gouvernemental sur les Retraites à se rencontrer pour constituer un large Front de lutte sur cette question ; par une première réflexion sur les cantonales, avec l'objectif de partir des réalités locales pour

construire des projets avec les populations et porter les candidatures les plus rassembleuses ; et par la proposition d'une rencontre avec le NPA Oise pour un échange de vues sur l'ensemble de la situation.
Le rapport introductif rappela enfin les propositions d'initiatives avancées dans le texte du Conseil national :
1) fronts de riposte gouvernement permettant de co-élaborer avec les citoyens et salariés en lutte les grandes réformes que mettraient en œuvre une majorité de changement ;
2) le lancement de 3 ateliers nationaux du PCF sur le projet : nouveau mode de développement, démocratie et institutions, Europe et Monde ;
3) le travail sur une plate-forme partagé du Front de gauche. Appelant à partir de nos expériences concrètes et de notre volonté commune, par delà nos différences, de ne pas se résigner au malheur, à l'injustice, à ce capitalisme destructeur mais au contraire de faire vivre ce communisme porteur d'une société de partage des richesses, des connaissances et des pouvoirs. Thierry Aury invita les délégués à un débat et des décisions à la hauteur des défis auxquels nous sommes confrontés.

Un Congrès en 3 parties

La journée de Congrès fut découpée en trois partie :

- un débat en séance plénière consacré à l'évaluation de nos choix politiques sur les 18 derniers mois et à ce que devait être notre démarche dans la période à venir;
- une discussion en groupe sur la vie de notre Parti dans l'Oise et les transformations nécessaires du PCF (2 motions relatives à notre vie interne ont été adoptées lors de ce débat) ;
- un débat sur le bilan financier et politique de notre Fédération et un vote pour l'élection du nouveau Conseil départemental et des délégués au Congrès national.

Débat général sur l'évaluation de nos choix de Congrès et la poursuite de leur mise en œuvre

L'appréciation sur la démarche du Front de gauche a fait l'objet d'une large discussion.
Pour beaucoup cette démarche a redonné de l'espoir à gauche et dynamisé les communistes et doit donc être poursuivie même si ses insuffisances sont pointées comme elles le sont dans le texte du CN. «*Y-a-t-il une stratégie alternative ?*» pose un délégué tandis qu'une autre relève que nous sommes tout de même plus à l'aise dans le Front de gauche qu'avec le PS.
Mais certains expriment la crainte de voir le PCF disparaître dans un Front de gauche transformé en un «Die Linke» à la française: «*Mélenchon reste un social-démocrate de gauche et envisage même un rapprochement avec Cohn-Bendit ! Il y a donc toujours besoin du PCF*» souligne un délégué.
Tous s'interrogent en conséquence sur l'idée de la création d'une «association des partisans du FdG» qui pourrait préfigurer un tel processus. «*Ne rajoutons pas un appareil* » pointe une déléguée tandis que plusieurs soulignent le besoin de ne pas réduire le FdG à un «*front électoral*» voire «*électoraliste*» mais de travailler à un rassemblement populaire, à des fronts de lutte. «*Nous avons donné une place excessive par rapport à leur influence réelle à des organisations comme le Parti de Gauche et la Gauche Unitaire et perdu beaucoup d'élus régionaux à l'arrivée avec des conséquences politiques et financières négatives pour le Parti* » pointe une autre. «*Pour les cantonales, il faudra partir des réalités locales et se donner au moins l'objectif de la réélection de tous les sièges communistes*.» dit un autre. Un autre délégué de Montataire indique que sa «*Section est favorable au Front de gauche avec le maintien de la personnalité du PCF*» et souligne d'ailleurs que durant les Régionales, dans sa Section «*on a distribué plus de tracts du PCF avec le logo du FdG que l'inverse !*».

Le débat se focalise notamment sur la question de la Présidentielle dont chacun apprécie qu'«*elle est l'élection la plus défavorable pour nous, en poussant au bipartisme*»: chacun est évidemment d'accord pour éviter que se renouvelle l'échec des collectifs antilibéraux en 2007.
Beaucoup souligne la nécessité de ne pas tomber dans le piège de la «pipolisation» autour de «personnalités» mais que cette campagne doit d'abord être l'occasion de porter fortement un projet en revalorisant aussi les Législatives.
Un délégué considère même que nous devrions «*ne pas présenter de candidat du tout à la Présidentielle pour marquer notre opposition totale au système présidentiel et à l'élection du Président au suffrage universel qui est une régression démocratique*».
Plusieurs autres pensent que nous ne devons pas faire un impératif de la présentation d'un candidat issu du PCF même si cela ne doit pas être exclu a-priori: «*l'essentiel est un projet co-élaboré*». «*En tous cas, il ne faut pas briser la démarche du FdG*» apprécie un délégué.
Et une autre indique «*si Mélenchon veut y aller, laissons-le y aller ! Nous avons mieux à faire que nous braquer sur cette question !*».
Mais une déléguée craint que la désignation du candidat à la Présidentielle dans le cadre du FdG ne nous refasse tomber dans les mêmes ornières qu'en 2007. deux délégués pensent qu'il faut impérativement un candidat issu du PCF qui doit partir sans retard en campagne pour porter les «*idées communistes comme réponse à la crise du capitalisme*».

D'une manière générale, les délégués considèrent qu'«*il ne faut pas attendre 2012 pour combattre la politique d'austérité*» et qu'il est important que le PCF soit à l'initiative sur tous les terrains de lutte et de souffrances: «*50% des gens se sont abstenus aux Régionales et 50% des jeunes dans certains quartiers sont au chômage ! C'est cela qui doit être en fond de notre réflexion*.».
«*il faut cheminer avec les gens tels qu'ils sont, il faut agir maintenant à partir des problèmes quotidiens, il ne faut pas se positionner uniquement sur des échéances électorales si nous*

voulons surmonter la fracture entre les gens et la politique» disent en substance plusieurs délégués.
«*La crise et durable et montre qu'on a besoin de communisme* » dit un autre.

De ce point de vue, la discussion interroge aussi sur nos pratiques: «*j'ai ré-adhéré au PCF au moment des Régionales à la fois sur la perspective créée par le Front de Gauche mais aussi parce que, dans ma ville, le PCF est une organisation militante et que les rapports entre militants sont fraternels ce qui n'exclut pas le débat et les différences. Il faut aussi rester enthousiaste etporteur d'espoir !*» Une autre déléguée s'interroge sur le décalage entre l'investissement militant des communistes et les résultats conduisant parfois à du découragement : «*il nous réfléchir en permanence au contenu de nos actions car nous sommes dans le cadre d'un affrontement de classe violent. Nous ne pouvons pas être seulement dans la résistance mais nous devons aussi être porteurs de propositions, de projets alternatifs : par exemple, je pense que nous devons travailler sur la question de la ré-industrialisation de notre département.*».
Un autre apprécie que «*le PCF soit à l'initiative sur le plan national sur la question des Retraites.*». Et tous approuvent la proposition du rapporteur d'être présents massivement et visiblement sur les manifestations du 24 juin avec un appel départemental du Front de Gauche à une rencontre de toutes les organisations politiques, syndicales et associatives engagées contre le projet gouvernemental sur les Retraites ; ainsi que l'idée de multiplier les initiatives du PCF tout l'été jusqu'à la Fête de l'Huma pour faire connaître nos propositions alternatives.
Un délégué «vétéran du Parti» souhaite qu'«*on en revienne à nos fondamentaux: il faut qu'on réaffirme que nous voulons une rupture avec le capitalisme.*».
«*En tous cas, il faut une cohérence nationale du PCF sinon nous ne sommes pas lisibles*» souligne une déléguée.
Des délégués font aussi référence au départ médiatisé de 200 adhérents du PCF dont des parlementaires et d'ex-responsables nationaux: «*cela doit nous interroger. C'est une déchirure, une perte*» souligne plusieurs.
La question de la vie du Parti, de ses capacités d'initiatives, de son organisation et de ses moyens départementaux sera au cœur des discussions des deux groupes de l'après-midi autour du texte portant sur «les pistes de transformations du PCF».

Enfin, un échange parfois vif a lieu sur «*les suites de la situation créée dans le PCF dans l'Oise et en Picardie à l'occasion des Régionales, avec 3 listes comprenant des candidats se réclamant du PCF*». «*Ceux qui n'ont pas respecté les choix majoritaires des communistes doivent en tirer les conséquences: ils ne peuvent plus être au PCF*» considèrent plusieurs délégués «*très en colère par rapport à ce qui s'est passé lors des Régionales*» et mécontents de la présence d'un délégué ayant été candidat sur la liste «Colère et Espoir».
Thierry Aury rappelle que le Conseil départemental avait voté le 18 mai 2010 une résolution (voir annexe) constatant «*que des adhérents, tout en s'étant présentés sur d'autres listes, indiquent vouloir poursuivre leur engagement dans le PCF* » et avait souhaité « *un débat franc avec eux, leur demandant de prendre en conséquence l'engagement de respecter nos règles de vie commune et en particulier le respect des décisions majoritaires prises à l'issue du débat des communistes.*»: «*c'est sur cette base qu'après avoir participé comme secrétaire départemental à une réunion avec les adhérents de la Section de Méru, j'ai proposé qu'ils participent à toutes les étapes du Congrès.*» ajoute-t-il.
«*Nous ne devons pas soustraire mais additionner*» «*il faut discuter avec ceux qui n'ont pas fait le même choix*» disent d'autres, tout en réaffirmant le plus souvent «*la nécessité de respecter les règles de vie du Parti*».
Le délégué ayant été candidat sur la liste Colère et Espoir estime pour sa part que « *out n'ayant pas été fait par les directions départementales et nationales du PCF pour parvenir à l'unité des communistes lors des Régionales en Picardie notamment lors de la Conférence régionale.*», «*que 300 communistes de la Somme étaient privés de cartes du PCF*» [ce qui a été formellement démenti par le secrétaire du Comité régional qui a souligné de surcroit que cela n'aurait en rien modifié le résultat global du vote des communistes picards à plus de 90% favorables à une liste du Front de gauche conduite par un communiste] et ajoutant que «*tous les éléments et tout le temps nécessaire n'ayant pas été donnés aux communistes pour se prononcer lors de la consultation.*», sa Section n'avait pas respecté le vote majoritaire.
«*Un parti révolutionnaire doit avoir des règles et on ne milite pas contre son parti. Il faut respecter la démocratie interne*» lui rappellent plusieurs autres délégués.
Une motion est votée par le Congrès (voir annexe) demandant que nos statuts prévoient «*la perte de la qualité d'adhérent du PCF dès lors que l'on est candidat contre un candidat ou une liste soutenue ou présentée par le PCF.*».
Une autre motion adoptée par le Congrès (voir annexe) approuve le contenu de la résolution votée par le Conseil départemental le 18 mai 2010.

Echos sur des deux groupes sur «les pistes de transformation du PCF»

avec les questions pointées :

notre communication : «*un langage plus clair, plus simple, plus accessible à la majorité de la population», «une information plus régulière, plus rapide auprès des adhérents», «une meilleure mutualisation de ce qui sort dans les sections, les fédérations*»

la formation des adhérents: «*davantage de débats sur les questions de société», «revenir à nos fondamentaux: les bases du marxisme», «relancer des «écoles de base» du Parti pour intégrer et former les nouveaux adhérents.*»

l'organisation: «*faire un compte-rendu des Conseils départementaux et un relevé de*

décisions et le porter à la connaissance des communistes», « épartir réellement les responsabilités au niveau du Conseil départemental pour une mise en œuvre collective des décisions», «rétablir un suivi des Sections par le Conseil départemental pour éviter l'isolement de certaines Sections», «désigner dans chaque Section un « administrateur» du fichier «Cociel » permettant ainsi une mise à jour immédiate des informations sur chaque adhérent et l'édition rapide des cartes d'adhérent», «demander au national la fusion avec le fichier de l'ADF-PCF et la possibilité de l'envoi par Cociel de notre journal départemental pour une gestion plus simple et plus efficace de nos adhérents, cotisants et lecteurs de Oise-Avenir (nous sommes obligés actuellement de gérer 3 fichiers au niveau fédéral !)»

***nos élus**: «ne pas lâcher les élus une fois les élections passées mais développer des actions ensemble et exiger des comptes-rendus de mandat», «débattre ensemble sur les sujets importants soumis au vote de leur assemblée car les élus engagent de fait le PCF par leur vote», «remettre à l'honneur la règle du reversement des indemnités par les élus et assurer la transparence sur cette question auprès des adhérents»,*

***la jeunesse**: « aire parrainer les jeunes adhérents par des camarades plus expérimentés», «relancer la JC»*

***les «minorités»:** «avoir une meilleure représentation au niveau des responsabilités»*

***le respect des décisions majoritaires**: «besoin de renforcer nos statuts sur ce point » pour certains; «attention à ne pas tout attendre des statuts» pour d'autres;*

***la vie du Parti:** «davantage mutualiser les expériences à tous les niveaux», «prendre le temps d'évaluer nos expériences», «développer nos liens avec les militants syndicaux, les UL et UD CGT».*

Le Congrès départemental s'est achevé par la présentation d'un bilan financier de la Fédération par Marielle Arteaud-Médina et un rapport sur le bilan du Conseil départemental et les propositions pour le nouveau Conseil départemental par Loïc Pen, avant les votes sur l'élection de cette instance et sur la délégation au Congrès national.

Concernant les bilans financiers,

les délégués ont apprécié la transparence et le détail des informations fournies ainsi que l'effort fait pour maintenir un équilibre financier notamment sur toutes nos initiatives.
Plusieurs observations ont été faites sur la nécessité de mener une bataille politique pour obtenir d'un certain nombre d'élus un meilleur reversement sur leurs indemnités (en tenant compte que le versement auprès de l'ADF PCF leur permet une déduction de 66% des sommes versées de leur impôt sur le revenu).
De grandes inégalités ont été notées sur le niveau et la proportion de cotisants même si il a été relevé une progression du nombre de cotisants (de 445 à 479 entre 2008 et 2009 sur un nombre d'adhérents total recensés de 1050 actuellement ce qui montre la marge de progression encore possible !).

Concernant le bilan du Conseil départemental

sortant, outre les diverses remarques formulées dans le débat général et en groupe, le souhait principal a porté sur la nécessité d'une animation et d'une mise en œuvre plus collective de la direction départementale afin de «ne pas faire tout reposer sur le secrétaire départemental».

Le Conseil départemental élu en novembre 2008 comptait 32 membres (dont 11 femmes): sur ces 32 membres, 19 sont représentés et 9 nouvelles candidatures. Une pensée émue a été pour notre camarade Yann Dolhen, décédé brutalement et un hommage particulier pour notre camarade Roger Pereira, vétéran de notre Parti, élu depuis de nombreuses années à la Direction fédérale et qui ne souhaitait plus y être représenté même s'il va poursuivre son activité militante sur le Nord-Compiégnois.

Le nouveau Conseil départemental élu à l'unanimité (moins un vote nul) compte donc 28 membres dont 10 femmes (le Congrès départemental a acté de la nécessité de poser la question de la parité femme-homme prévue dans nos statuts pour toutes nos instances de direction bien en amont, dès la désignation des délégations des Sections et de leurs propositions de candidatures. Cela devrait être un objectif pour notre Congrès départemental de juin 2011)
L'insuffisance de la présence de salariés du secteur privé (6 membres du CD) et de syndicalistes (6 membres du CD ont des responsabilités syndicales) a été aussi soulignée.

La délégation au Congrès national :

6 délégués ont été élus à l'unanimité pour le Congrès national : Marielle Arteaud-Médina, Thierry Aury, Marc Georges, Hélène Masure, Clotilde Mathieu, Loïc Pen.

Thierry Aury, réélu secrétaire départemental, a conclu le Congrès

en soulignant qu'il avait donné lieu à un débat riche, parfois passionné et vif, mais toujours respectueux et totalement libre. «Des différences demeurent entre nous, parfois sensibles sur certains points, mais ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare.». Après avoir indiqué que le Conseil départemental aura à tenir compte de tout ce débat et devra se donner pour objectif de réaliser des avancées concrètes d'ici juin 2011, le responsable proposa que toutes les Sections locales se réunissent, y compris sous des formes conviviales, au plus vite, pour impulser notre activité d'été: sur les retraites et pour préparer notre «Journée à la mer» du 21 août et la Fête de l'Huma.